**Thème 1:**

**Introduction**

**« Comprendre un régime politique : la démocratie »**

**\*\*\***

**ACTIVITÉ 1 : Différencier un Etat de Droit d’un Etat de Police et être capable de définir les caractéristiques générales d’une démocratie.**

# Etat de droit – Etat totalitaire.

# Objectif : Caractériser l’Etat de droit par rapport à un Etat totalitaire

**Evaluation diagnostic :**

* Rappelez la définition d’un Etat.
* Pourquoi Max Weber dit-il que l’Etat dispose d’une violence légitime ?
* Quelles sont les deux fonctions essentielles de l’Etat ?

**Toujours, à l’oral :**

* Donnez des exemples d’Etat totalitaire
* Donnez des exemples d’Etat de droit
* Qu’est ce qui caractérise l’un par rapport à l’autre ? Pourquoi ?

# Document 1 : Etat de droit, Etat de police

|  |
| --- |
| Selon le juriste Carré de Malberg (Contribution à la Théologie générale de l'État, 1920), « *l'État de police est celui dans lequel l'autorité administrative peut, d'une façon discrétionnaire et avec une liberté de décision plus ou moins complète, appliquer aux citoyens toutes les mesures dont elle juge utile de prendre par elle-même l'initiative en vue de faire face aux circonstances et d'atteindre à chaque moment les fins qu'elle se propose : ce régime de police est fondé sur l'idée que la fin suffit à justifier les moyens* » [...].  À l'opposé, on trouve l'État de droit, qui implique à la fois une soumission au droit et une sanction par un juge indépendant. Toujours selon Carré de Malberg, « *par État de droit, il faut entendre un État qui, dans ses rapports avec les sujets et pour la garantie de leur statut individuel, se soumet lui-même à un régime de droit* » [...]. Dans un tel contexte, les divers organes de l'État ne peuvent agir qu'en vertu d'un titre juridique.  Source : Dominique Chagnollaud, Dictionnaire de la vie politique et sociale, Paris, Hatier, 1993 |

# Document 2 : Comment défini l’Etat de droit ?

|  |
| --- |
| La conception la plus simple, voire simpliste, est celle pour laquelle l’Etat de droit est l’Etat dans lequel chacun, personne privée, comme personne publique est soumise au respect du droit (…).  Une deuxième conception consiste à considérer comme Etat de droit l’Etat dans lequel l’ensemble des pouvoirs publics – exécutif, législatif et juridictionnel – respectent la loi, votée par le Parlement et exprimant la volonté générale, ce qui la rend incontestable (…).  Une troisième conception enfin, réserve la qualité d’Etat de droit à l’Etat dans lequel le respect du droit ne se limite pas au respect de la loi, celle-ci devant elle-même respecter des règles qui lui sont supérieures ce qui impliquent donc que la loi puisse faire l’objet d’un contrôle. Ce qui pose le problème de la source de ces règles supra-législatives et du monopole de l’Etat dans la fonction d’édiction des règles du droit. Outre la Constitution, (…) le droit dont le respect s’impose à l’Etat peut être le(s) droit(s) naturel(s), le droit international, conventionnel ou coutumier, l’ensemble des normes, écrites ou non écrites, reconnaissant les droits de l’homme.  Source : François Julien-Laferrière, « *Etat de droit, démocratie et droits de l’homme* », in Etat de droit et droits de l’homme. Echanges de points de vue France-Iran, L’Harmattan, 2010. |

**Q1 : Quelles sont les caractéristiques d’un Etat de police ? (Document 1)**

Un pouvoir discrétionnaire avant tout, au sein duquel le citoyen a peu de droit face à l’Etat. « *La fin justifie les moyens* ».

**Q2 : Expliquez la phrase soulignée (Document 1)**

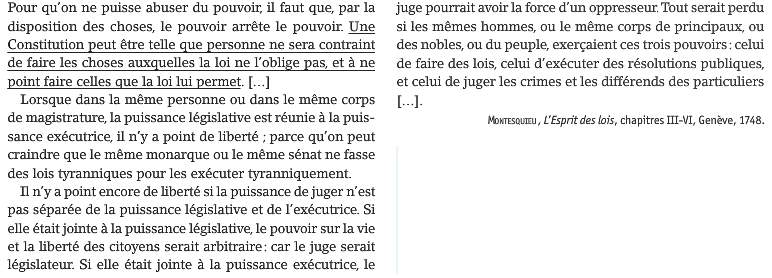
Pour Carré de Malberg, un Etat de droit est celui qui s’impose avant tout un régime de droit : celui-ci ne peut ainsi pas faire ce qu’il veut. Il est lui-même soumis au respect du droit.

**Q3 : Pourquoi la première conception de l’Etat de droit n’est-elle pas suffisante ? (Document 2). Que garantit aux citoyens la troisième conception de l’Etat de droit ? (Document 2). Illustrez avec un exemple**

Chacun est soumis au respect du droit. Cependant, cela ne garantit pas de voir ses droits être respectés. C’est une condition nécessaire mais non suffisante. D’où la troisième conception, condition qui garantit contre l’arbitraire et la violence légitime de l’Etat, puisque celui est lui-même soumis à un régime de droit

**Q4 : D’après les approches de Raymond Carré de Malberg et de François Julien-Laferrière donnez une définition de l’Etat de droit. L’Etat de droit** est un ordre juridique au sein duquel les sujets de droit sont protégés contre l’arbitraire par l’existence de textes juridiques et de tribunaux qui les font respecter. (Selon Bruno Oppetit,) l’Etat de droit peut se définir par le droit au droit et le droit au juge.

# L’Etat de droit appelle la séparation des pouvoirs

**Q1 : Quels sont les trois pouvoirs que Montesquieu recommande de séparer ?**

On distingue trois pouvoirs :

* Pouvoir législatif : Elaboration des normes générales et impersonnelles (lois = normes juridiques)
* Pouvoir exécutif : Mise en œuvre de la loi par des textes d'application.
* Pouvoir judiciaire : Fait appliquer les normes juridiques (une fois qu'elles sont votées)

Depuis Montesquieu, on considère que la séparation de ces trois pouvoirs est nécessaire.

**Q2 : Pourquoi la séparation des pouvoirs est-elle une protection pour les droits des citoyens ?** **Expliquez la phrase soulignée**

La théorie de la séparation des pouvoirs : Montesquieu : « Pour qu’on ne puisse pas abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir. »

L’équilibre des pouvoirs doit permettre d’éviter :

* Sur le plan juridique, que l’un d’entre eux ne s’empare de la souveraineté qui appartient à la Nation,
* Sur le plan politique, les abus de pouvoir. C’est une réaction à l’absolutisme monarchique de l’époque.

**Montesquieu** avec *l’Esprit des lois* a, pour sa part, contribué à définir une organisation et une structuration du pouvoir qui deviendra essentielle à la définition de la démocratie.

Montesquieu a élaboré la théorie de la **séparation des pouvoirs** qu’il a érigée contre l’absolutisme royal. Selon lui il faut pour garantir la liberté, que le « pouvoir arrête la pouvoir », ce qui suppose qu’il soit divisé et partagé.

**Thème 1:**

**Axe 1**

**« Penser la démocratie: démocratie directe et démocratie représentative »**

**\*\*\***

**ACTIVITÉ 2 : Différencier une démocratie représentative d’une démocratie participative. Quels sont les avantages et inconvénients de ces deux formes de démocraties ? La démocratie directe est-elle une réponse aux limites rencontrées par la démocratie représentative ?**

* **Vers un enrichissement de la démocratie : Démocratie représentative, démocratie participative**

**Activité de sensibilisation :**

|  |  |
| --- | --- |
|  | Institution officielle de démocratie directe suisse, la Landsgemeinde est une assemblée solennelle lors de laquelle les citoyens (masculins jusqu’à la fin du XXème siècle) jouissant du droit de vote élisent à main levée les autorités et débattent des affaires du pays. Apparue au XIIIème siècle, elle ne subsiste qu’à l’échelon de deux cantons. Une fois par an, l’assemblée procède sur la place du chef-lieu, à l’élection du président de la *Lansgemeinde*, du *Landammann* (président du gouvernement), des membres du gouvernement, des représentants du canton au Conseil des Etats, des juges et de certains fonctionnaires. Mais l’absence du secret du vote, ainsi que la durée (plusieurs heures) de la procédure conduisent à une remise en cause de cette forme de participation directe. |

**Q1 : Pourquoi parle-t-on de démocratie directe ?**

On parle de démocratie directe, car ces citoyens suisses décident directement à main levée, sans aucun intermédiaire ou représentant.

**Q2 : Quelles sont les limites de ce système de démocratie directe ?**

Ce système fonctionne assez bien dans des petites assemblées. Cependant, dès lors que l’on est face à d’importante population, les procédures sont longues et couteuse. Par ailleurs, la confidentialité n’étant pas garantie, cela peut conduire à des conflits au sein de la communauté.

A l’oral :

* Comment sommes-nous représentés en France ?

Par nos députés, notre président, nos sénateurs…

* Plus globalement, comment les appelle-t-on ? Et pourquoi ?

Ce sont nos élus. Nous les avons choisis pour nous représenter, et ce via des élections

Apport du professeur : Nous sommes dans une démocratie représentative

Introduction : La **démocratie représentative** est une forme de démocratie dans laquelle des représentants élus par les citoyens, sont reconnus comme légitimes, peuvent s’exprimer et décider au nom de la population. Nous allons voir dans la suite de ce cours, différentes formes de démocratie : la démocratie représentative et la démocratie participative. Comment expliquer leur développement ? Comment les différencier ? Quels en sont les intérêts et les limites ? La démocratie participative repose sur une critique du principe de représentation politique, ce qui pose la question de son articulation avec la démocratie représentative.

# La démocratie représentative

**Document 7 : La nécessité de la représentation**

|  |
| --- |
| Au sens large du terme, dans une société de dimension non réduite, tout système de gouvernement est »représentatif ». En effet, l’impossibilité technique que tous parlent et agissent au nom de tous implique nécessairement des processus de délégation – ou d’appropriation – du pouvoir de décision collective. Les gouvernants, quelle que soit la source réelle de leur autorité, sont réputés exprimé la volonté du groupe tout entier.  Source : Philippe Braud, Sociologie Politique, LGDJ, 2008 |

**Q1 : A quelle limite identifiée dans l’activité de sensibilisation répond le gouvernement représentatif ?**

Il simplifie techniquement et en matière d’organisation le processus de décision. La confidentialité du vote contribue à pacifier les tensions et à libérer la parole.

**Q2 : Que signifie la phrase soulignée ?**

La démocratie représentative est le résultat d’un transfert de décision via le vote du citoyen vers la personne élue qui le représentera.

**Q3 : Donnez une définition de la démocratie représentative.**

**Démocratie représentative** : Forme d’organisation politique démocratique dans laquelle les citoyens n’exercent pas le pouvoir législatif mais se font représenter par des élus.

# Les limites de la démocratie représentative

**Document 8 : La démocratie représentative**

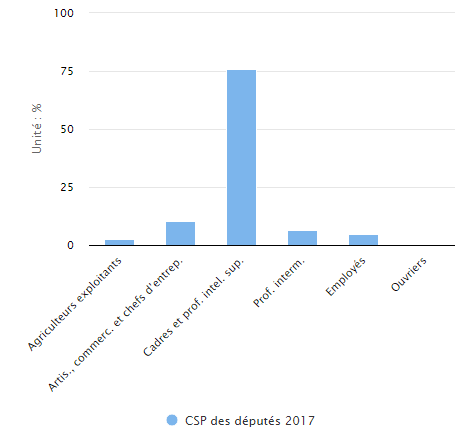
|  |
| --- |
| Le choix populaire se porte ainsi non sur les décisions à prendre mais sur les personnes aptes à prendre ces décisions en son nom. Ainsi se dessine le couple fondateur des démocraties contemporaines : le citoyen/la citoyenne – le représentant/la représentante. D’un côté celui ou celle qui participe à l’élection, de l’autre celui ou celle qui est élue pour participer à la décision politique concrète (…) Pour nous, désigner nos représentants est devenu la clé de voute de notre conception de la citoyenneté comme « forme » de participation à la vie politique.  Source : Thierry Leterre, « Représentation et participation dans la tradition politique française », Cahiers Français, n°316, septembre-octobre 2003. |

**Document 9 : Répartition de la population par catégorie socio-professionnelles.**

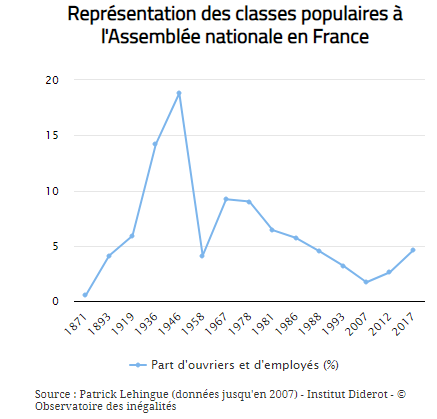
|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Catégorie socioprofessionnelle (PCS)** | **2018** | | | |  |
| **Hommes** | **Femmes** | **Ensemble** | ***Part des femmes*** |  |
| **Agriculteurs exploitants** | **1,2** | **0,4** | **0.8** | ***25,3*** |  |
| **Artisans, commerçants, chefs d'entreprise** | **5,1** | **1,9** | **3,4** | ***29,3*** |  |
| **Cadres, professions intellectuelles supérieures** | **11,8** | **7,6** | **9,6** | ***41,3*** |  |
| **Professions intermédiaires** | **13,6** | **14,0** | **13,8** | ***52,9*** |  |
| **Employés** | **7,8** | **22,2** | **15,3** | ***75,7*** |  |
| **Ouvriers (y compris agricoles)** | **19,7** | **4,6** | **11,8** | ***20,2*** |  |
| **Inactifs ayant déjà travaillé** | **29,9** | **34,9** | **32,5** | ***56,0*** |  |
| **Autres sans activité professionnelle** | **10,7** | **14,3** | **12,5** | ***59,3*** |  |
| **Total** | **100,0** | **100,0** | **100,0** | ***52,2*** |  |
| Note : les données ont été révisées suite à la rénovation du questionnaire de l'enquête emploi. | | | | |  |
| Champ : population des ménages de 15 ans ou plus, vivant en France métropolitaine. Résultats en moyenne annuelle. | | | | | |
| *Source : Insee, enquêtes Emploi.* |  |  |  |  |  |

**Documents 10 : Qui sont les représentants du peuple ?**

**a/ Origine sociale des députés en 2017 – Source « l’observatoire des inégalités »**

****

**b/**

****

**c/ Evolution de la part des femmes à l’assemblée nationale**

|  |  |
| --- | --- |
|  | Dans le détail, La République en marche compte la part la plus importante de femmes dans ses rangs avec 47 % d’élues, devant le MoDem (46 %) et la France Insoumise (41 %). Le Parti socialiste compte 38 % d’élues, le Front national 25 %, Les Républicains 23 % (contre 14 % en 2012), le PCF 20 % et l’UDI 17 %. Les trois représentants du Parti radical de gauche de la nouvelle Assemblée sont des femmes.  Source : Observatoire des inégalités |

**Q1 : En comparant, avec le document 9, que constatez-vous ?**

Les députés appartiennent majoritairement aux familles socioprofessionnelles des cadres et ingénieurs, et professions libérales (40% des députés) (document 10) alors qu’ils ne représentent que 16% de la population en termes de catégorie socio-professionnelle.

La catégorie socio professionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures représentent 11,1% de la population, mais est représentée à l’Assemblée par 20% des députés.

Les inactifs ne sont pas représentés à l’Assemblée. Les ouvriers (22% de la population) ont une représentation d’à peine 1% à l’Assemblée.

**Q2 : Expliquez la phrase soulignée (document 8)**

On élit les personnes en fonction de leurs aptitudes à prendre des décisions. De fait par ce type de raisonnement, on privilégie les personnes ayant fait des études, comme étant susceptibles d’être capables de prendre ces décisions. On délègue un pouvoir à des gens qui n’ont pas forcément les mêmes intérêts, la même vision du monde sur un certain nombre de questions politique **(Le cens cache de Daniel Gaxie)**

**Q3 : Quelles sont les problèmes que peuvent rencontrer la démocratie représentative ?**

Comme l’illustre les documents 10 et 9, la représentation n’est pas assurée de manière équitable. Les citoyens peuvent ne pas se sentir correctement représentés par les élus, et se tourner vers d’autres formes d’expressions politiques : abstention, associations, contestation, etc…

**Thème 1**

**Axe 2:**

**« Avancées et reculs des démocraties »**

**\*\*\***

**ACTIVITÉ SUR TOCQUEVILLE : L’inquiétude de Tocqueville: de la démocratie à la tyrannie?**

Le XIXème siècle en France est marqué par une double révolution politique et industrielle. Si la Révolution de 1789 met fin aux structures sociales d'Ancien Régime (société d'ordres) en renversant l'aristocratie et en supprimant les privilèges, la révolution industrielle met en place de nouvelles hiérarchies économiques rejetées par l'idéal démocratique.

Le XIXème siècle est aussi bien entendu celui de la démocratie. **A. de Tocqueville** (1805-1859) en fait son objet d'étude. Néanmoins la démocratie en France est fragile etinstable et Tocqueville décide d'étudier plus particulièrement la démocratie américaine.

Pour Tocqueville, la démocratie américaine (mais aussi la française dans une moindre mesure) repose sur une égalisation des conditions, qui est un processus de longue durée et irréversible dans la recherche de l'égalité des droits et l'égalité des chances.

Tocqueville est issu d'une famille noble. Il fait des études de droit et devient magistrat avant de quitter la France pour les Etats-Unis en 1831 à la suite de la destitution de Charles X et l'avènement de la Monarchie de Juillet (1830). De retour en France, il se lance dans une carrière politique.

1835: « De la démocratie en Amérique ».

1856: « L'Ancien Régime et la Révolution ».

**DOCUMENTS DÉRIVES DE LA DÉMOCRATIE**

**DOCUMENT 1**

Je n'ignore pas que, chez un grand peuple démocratique, il se rencontre toujours des citoyens très pauvres et des citoyens très riches ; mais les pauvres, au lieu d'y former l'immense majorité de la nation comme cela arrive toujours dans les sociétés aristocratiques, sont en petit nombre, et la loi ne les a pas attachés les uns aux autres par les liens d'une misère irrémédiable et héréditaire. Les riches, de leur côté, sont clairsemés et impuissants ; ils n'ont point de privilèges qui attirent les regards ; leur richesse même, n'étant plus incorporée à la terre et représentée par elle, est insaisissable et comme invisible. De même qu'il n'y a plus de races de pauvres, il n'y a plus de races de riches ; ceux-ci sortent chaque jour du sein de la foule, et y retournent sans cesse. Ils ne forment donc point une classe à part, qu'on puisse aisément définir et dépouiller ; et, tenant d'ailleurs par mille fils secrets à la masse de leurs concitoyens, le peuple ne saurait guère les frapper sans s'atteindre lui-même. Entre ces deux extrémités de sociétés démocratiques, se trouve une multitude innombrable d'hommes presque pareils, qui, sans n’être précisément ni riches ni pauvres, possèdent assez de biens pour désirer l'ordre, et n'en ont pas assez pour exciter l'envie. Ceux-là sont naturellement ennemis des mouvements violents ; leur immobilité maintient en repos tout ce qui se trouve au-dessus et au-dessous d'eux, et assure le corps social dans son assiette.

Source : Alexis de Tocqueville (1840), De la démocratie en Amérique II (3e et 4e parties)

**DOCUMENT 2**

À mesure que les citoyens deviennent plus égaux et plus semblables, le penchant de chacun à croire aveuglément un certain homme ou une certaine classe diminue. La disposition à en croire la masse augmente, et c'est de plus en plus l'opinion qui mène le monde.

Non seulement l'opinion commune est le seul guide qui reste à la raison indivi­duelle chez les peuples démocratiques ; mais elle a chez ces peuples une puis­sance infiniment plus grande que chez nul autre. Dans les temps d'égalité, les hommes n'ont aucune foi les uns dans les autres, à cause de leur similitude ; mais cette même simi­litude leur donne une confiance presque illimitée dans le jugement du public ; car il ne leur paraît pas vraisemblable qu'ayant tous des lumières pareilles, la vérité ne se ren­contre pas du côté du plus grand nombre.

Quand l'homme qui vit dans les pays démocratiques se compare individuellement à tous ceux qui l'environnent, il sent avec orgueil qu'il est égal à chacun d’eux ; mais, lorsqu'il vient à envisager l'ensemble de ses semblables et à se placer lui-même à côté de ce grand corps, il est aussitôt accablé de sa propre insignifiance et de sa faiblesse.

Cette même égalité qui le rend indépendant de chacun de ses concitoyens en particulier, le livre isolé et sans défense à l'action du plus grand nombre.

Le public a donc chez les peuples démocratiques une puissance singulière dont les nations aristocratiques ne pouvaient pas même concevoir l'idée. Il ne persuade pas ses croyances, il les impose et les fait pénétrer dans les âmes par une sorte de pression immense de l'esprit de tous sur, l'intelligence de chacun,

Aux États-Unis, la majorité se charge de fournir aux individus une foule d'opi­nions toutes faites, et les soulage ainsi de l'obligation de s'en former qui leur soient propres. Il y a un grand nombre de théories en matière de philosophie, de morale ou de politique, que chacun y adopte ainsi sans examen sur la foi du public; et, si l'on regarde de très près, on verra que la religion elle-même y règne bien moins comme doctrine révélée que comme opinion commune.

Je sais que, parmi les Américains, les lois politiques sont telles que la majorité y régit souverainement la société ; ce qui accroît beaucoup l'empire qu'elle y exerce naturellement sur l'intelligence. Car il n'y a rien de plus fa­milier à l'homme que de reconnaître une sagesse supérieure dans celui qui l'opprime.

Cette omnipotence politique de la majorité aux États-Unis augmente, en effet, l'influence que les opinions du public y obtiendraient sans elle sur l'esprit de chaque citoyen ; mais elle ne la fonde point. C'est dans l'égalité même qu'il faut chercher les sour­ces de cette influence, et non dans les institutions plus ou moins populaires que des hommes égaux peuvent se donner. Il est à croire que l'empire intellectuel du plus grand nombre serait moins absolu chez un peuple démocratique soumis à un roi, qu'au sein d'une pure démocratie ; mais il sera toujours très absolu, et, quelles que soient les lois politiques qui régissent les hommes dans les siècles d'égalité, l'on peut prévoir que la foi dans l'opinion commune y deviendra une sorte de religion dont la majorité sera le prophète.

Source : Alexis de Tocqueville (1840), De la démocratie en Amérique II (1re et 2e parties)

**DOCUMENT 3**

J'ai fait voir comment, dans les siècles d'égalité, chaque homme cherchait en lui-même ses croyances ; je veux montrer comment, dans les mêmes siècles, il tourne tous ses sentiments vers lui seul.

L'individualisme est une expression récente qu'une idée nouvelle a fait naître. Nos pères ne connaissaient que l'égoïsme.

L'égoïsme est un amour passionné et exagéré de soi-même, qui porte l'homme à ne rien rapporter qu'à lui seul et à se préférer à tout.

L'individualisme est un sentiment réfléchi et paisible qui dispose chaque citoyen à s'isoler de la masse de ses semblables et à se retirer à l'écart avec sa famille et ses amis ; de telle sorte que, après s'être ainsi créé une petite société à son usage, il abandonne volontiers la grande société à elle-même.

L'égoïsme naît d'un instinct aveugle ; l'individualisme procède d'un jugement erroné plutôt que d'un sentiment dépravé. Il prend sa source dans les défauts de l'esprit autant que dans les vices du cœur.

L'égoïsme dessèche le germe de toutes les vertus, l'individualisme ne tarit d'abord que la source des vertus publiques ; mais, à la longue, il attaque et détruit toutes les autres et va enfin s'absorber dans l'égoïsme.

L'égoïsme est un vice aussi ancien que le monde. Il n'appartient guère plus à une forme de société qu'à une autre.

L'individualisme est d'origine démocratique, et il menace de se développer à mesure que les conditions s'égalisent.

Chez les peuples aristocratiques, les familles restent pendant des siècles dans le même état, et souvent dans le même lieu. Cela rend, pour ainsi dire, toutes les générations contemporaines. Un homme connaît presque toujours ses aïeux et les respecte ; il croit déjà apercevoir ses arrière-petits-fils, et il les aime. Il se fait volontiers des devoirs envers les uns et les autres, et il lui arrive fréquemment de sacrifier ses jouissances personnelles à ces êtres qui ne sont plus ou qui ne sont pas encore.

Les institutions aristocratiques ont, de plus, pour effet de lier étroitement chaque homme à plusieurs de ses concitoyens.

Les classes étant fort distinctes et immobiles dans le sein d'un peuple aristocratique, chacune d'elles devient pour celui qui en fait partie une sorte de petite patrie, plus visible et plus chère que la grande.

Comme, dans les sociétés aristocratiques, tous les citoyens sont placés à poste fixe, les uns au-dessus des autres, il en résulte encore que chacun d'entre eux aperçoit toujours plus haut que lui un homme dont la protection lui est nécessaire, et plus bas il en découvre un autre dont il peut réclamer le concours.

Les hommes qui vivent dans les siècles aristocratiques sont donc presque toujours liés d'une manière étroite à quelque chose qui est placé en dehors d'eux, et ils sont souvent disposés à s'oublier eux-mêmes. Il est vrai que, dans ces mêmes siècles, la notion générale du semblable est obscure, et qu'on ne songe guère à s'y dévouer pour la cause de l’humanité ; mais on se sacrifie souvent à certains hommes.

Dans les siècles démocratiques, au contraire, où les devoirs de chaque individu envers l'espèce sont bien plus clairs, le dévouement envers un homme devient plus rare : le lien des affections humaines s'étend et se desserre.

Chez les peuples démocratiques, de nouvelles familles sortent sans cesse du néant, d'autres y retombent sans cesse, et toutes celles qui demeurent changent de face; la trame des temps se rompt à tout moment, et le vestige des générations s'efface. On oublie aisément ceux qui vous ont précédé, et l'on n'a aucune idée de ceux qui vous suivront. Les plus proches seuls intéressent.

Chaque classe venant à se rapprocher des autres et à s'y mêler, ses membres deviennent indifférents et comme étrangers entre eux. L'aristocratie avait fait de tous les citoyens une longue chaîne qui remontait du paysan au roi ; la démocratie brise la chaîne et met chaque anneau à part.

A mesure que les conditions s'égalisent, il se rencontre un plus grand nombre d'individus qui, n'étant plus assez riches ni assez puissants pour exercer une grande influence sur le sort de leurs semblables, ont acquis cependant ou ont conservé assez de lumières et de biens pour pouvoir se suffire à eux-mêmes. Ceux-là ne doivent rien à personne, ils n'attendent pour ainsi dire rien de personne ; ils s'habituent à se considérer toujours isolément, et ils se figurent volontiers que leur destinée tout entière est entre leurs mains.

Ainsi, non seulement la démocratie fait oublier à chaque homme ses aïeux, mais elle lui cache ses descendants et le sépare de ses contemporains ; elle le ramène sans cesse vers lui seul et menace de le renfermer enfin tout entier dans la solitude de son propre cœur.

Source : Alexis de Tocqueville (1840), De la démocratie en Amérique II (1re et 2e parties)

**DOCUMENT 4**

J'ai dit comment la crainte du désordre et l'amour du bien-être portaient insensiblement les peuples démocratiques à augmenter les attributions du gouvernement central, seul pouvoir qui leur paraisse de lui-même assez fort, assez intelligent, assez stable pour les protéger contre l'anarchie. J'ai à peine besoin d'ajouter que toutes les circonstances particulières qui tendent à rendre l'état d'une société démocratique troublé et précaire, augmentent cet instinct général et portent, de plus en plus, les particuliers à sacrifier à leur tranquillité leurs droits. Un peuple n'est donc jamais si disposé à accroître les attributions du pouvoir central qu'au sortir d'une révolution longue et sanglante qui, après avoir arraché les biens des mains de leurs anciens possesseurs, a ébranlé toutes les croyances, rempli la nation de haines furieuses, d'intérêts opposés et de factions contraires. Le goût de la tranquillité publique devient alors une passion aveugle, et les citoyens sont sujets à s'éprendre d'un amour très désordonné pour l'ordre.

Source : Alexis de Tocqueville (1840), De la démocratie en Amérique II (3e et 4e parties)

**DOCUMENT 5**

Les gouvernements démocratiques pourront devenir violents et même cruels dans certains moments de grande effervescence et de grands périls ; mais ces crises seront rares et passagères.

Lorsque je songe aux petites passions des hommes de nos jours, à la mollesse de leurs mœurs, à l'étendue de leurs lumières, à la pureté de leur religion, à la douceur de leur morale, à leurs habitudes laborieuses et rangées, à la retenue qu'ils conservent presque tous dans le vice comme dans la vertu, je ne crains pas qu'ils rencontrent dans leurs chefs des tyrans, mais plutôt des tuteurs.

Je pense donc que l'espèce d'oppression, dont les peuples démocratiques sont menacés ne ressemblera à rien de ce qui l'a précédée dans le monde ; nos contemporains ne sauraient en trouver l'image dans leurs souvenirs. Je cherche en vain moi-même une expression qui reproduise exactement l'idée que je m'en forme et la renferme ; les anciens mots de despotisme et de tyrannie ne conviennent point. La chose est nouvelle, il faut donc tâcher de la définir, puisque je ne peux la nommer.

Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde : je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et, s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sut leur sort. il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril ; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l’enfance ; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur ; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre ; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages, que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?

C'est ainsi que tous les jours il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre ; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe peu à peu à chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même. L'égalité a préparé les hommes à toutes ces choses : elle les a disposés à les souffrir et souvent même à les regarder comme un bienfait.

Après avoir pris ainsi tour à tour dans ses puissantes mains chaque individu, et l'avoir pétri à sa guise, le souverain étend ses bras sur la société tout entière; il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule ; il ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse; il ne détruit point, il empêche de naître; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation a n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industrieux, dont le gouvernement est le berger.

Source : Alexis de Tocqueville (1840), De la démocratie en Amérique II (3e et 4e parties)

**Questions / réponses concernant l'analyse de Tocqueville:**

**1) Qu'est-ce qu'une société démocratique selon Tocqueville? Qu'est-ce que l'égalisation des conditions?**

Une société démocratique est un système de relations économiques et sociales qui résulte de l'égalisation des conditions. C'est donc une société fondée sur le principe d'égalité.

L'égalité des conditions est un principe qui stipule que tous les individus sont juridiquement égaux, qu'il n'existe plus de hiérarchie sociale rigide et donc que la position sociale d'un individu n'est plus assignée par sa naissance. L'égalisation des conditions es le mouvement qui transforme les sociétés en faisant progresser ce principe d'égalité des conditions dans l'ensemble des domaines sociaux.

**Une société démocratique est donc une société égalitaire dans laquelle il n'existe plus de distinctions héréditaires entre les individus et dont toutes les positions sociales sont ouvertes à tous.** La société démocratique s'oppose à la société aristocratique organisée en ordres (en principe)fermés. L'égalisation des conditions est un mouvement qui transforme toutes les relations sociales(celles de la famille au même titre que les relations économiques). Il est donc logique qu'elle affecte également les relations politiques. Dans ce domaine, la société démocratique se traduit par l'existence d'un gouvernement élu par les citoyens. Dans celui des mentalités, la société démocratique est caractérisée par un état d'esprit nouveau: les individus se pensent égaux, refusent les privilèges et sont réticents à accepter qu'un autre ait une situation supérieure à la leur. La recherche de l'inégalité est donc un phénomène sans fin.

**2) Quelles sont les conséquences de l'égalisation des conditions? Risques?**

La première conséquence de l'égalisation des conditions est l'existence d'une forte mobilité sociale.

Toutes les positions sociales sont ouvertes et chacun tente d'accéder au métier qui lui permettra le plus facilement de s'enrichir.

La seconde conséquence de cette égalisation des conditions est une tendance, que l'on ne peut mesurer que sur le long terme, à une relative égalité réelle. On observe une réduction du nombre des très riches et de celui des très pauvres. Entre ces deux extrêmes en voie de réduction se développe une classe moyenne composée d'artisans, de commerçants et d'employés salariés. Les membres de cette classe sont moyens en tout (éducation, richesse et moralité) et ont pour objectifs communs la richesse, le bien-être, le calme et la prospérité. Ce mouvement de réduction des inégalités ne peut pourtant pas déboucher sur une égalité parfaite entre les hommes car d'une part, il existe une inégalité naturelle devenue fondamentale en démocratie qui est celle de l'intelligence et, d'autre part, il existe une volonté de chacun de surpasser les autres : les inégalités se renouvellent.

Cette réflexion débouchera au XXème siècle sur la théorie de la **frustration relative** : les individus ne se révoltent pas lorsque les inégalités sont très importantes mais lorsqu'ils ont conscience de l'existence des inégalités. Or, dans une société qui se veut égalitaire, la conscience des inégalités est forte. Moins il y a d'inégalités et moins elles sont acceptées.

**3) Quelle tension existe-t-il entre égalité et liberté? Conséquences?**

L'égalisation des conditions est un mouvement qui transforme toute la société. On ne peut donc pas s'y opposer. Mais elle risque de déboucher sur une quête sans fin d'égalité. La passion pour l'égalité peut se faire au détriment de la liberté qui, dans sa conception négative, est l'absence d'oppression et, dans sa conception positive, est synonyme d'autonomie individuelle. Le sacrifice de la liberté à l'égalité peut prendre deux formes : **le despotisme démocratique et la tyrannie de la majorité.**

Pour Montesquieu, le despotisme est le gouvernement d'un seul qui impose ses choix personnels sans tenir compte d'aucune règle ni loi. Tocqueville reprend ce terme pour insister sur l'arbitraire du règne de la majorité. Mais, à la différence du premier, le despotisme démocratique n'a, en principe, pas besoin de recourir à la violence physique.

Avec l'égalité des conditions, les relations sociales n'ont plus un caractère obligatoire et sont devenues à la fois contractuelles et éphémères. Les individus ont alors tendance à limiter leurs relations sociales à leur entourage immédiat (la famille, les amis), à porter un intérêt exclusif à leurs affaires personnelles et à se contenter, en matière de liberté, de refuser l'oppression.

Tocqueville y voit le signe d'une progression de l'individualisme qu'il définit comme étant le choix des membres d'une société démocratique de se replier sur leurs affaires privées et de se détourner des affaires publiques (qualifié aujourd'hui d' « individualisme particulariste »).

Ce repli des individus sur leur sphère privée permet le développement d'un Etat centralisé et tout-puissant qui réglemente la vie des citoyens et supprime la liberté au sens positif du terme (l'autonomie individuelle) sans pour autant les opprimer de façon violente. Les citoyens acceptent d'autant mieux cette privation d'autonomie que l'État les traitent de façon égalitaire. Le **despotisme** **démocratique est donc cette insertion d'un État tout-puissant et bienveillant dans la vie** **d'individus qui renoncent à leur liberté positive au profit d'une égalité de traitement**.

Le second risque encouru par les sociétés démocratiques vient du fait que, puisque les hommes se valent, ceux-ci ont tendance à considérer que les opinions se valent. Une fois ce principe admis, la seule façon de hiérarchiser les opinions est de mesurer le nombre de personnes qui les soutiennent.

Dès lors, la majorité a toujours raison et la minorité toujours tort. L'opinion publique devient une puissance et le risque existe qu'un individu n'ose pas s'y opposer. **La tyrannie de la majorité est** **donc cette capacité qu'a la majorité, dans les sociétés démocratiques, à imposer ses idées et ses** **façons de vivre à un individu qui renonce à exercer son autonomie**.

**4) Quelles sont les « solutions » proposées par Tocqueville?**

Tocqueville ne croit pas que ce sacrifice de la liberté à l'égalité soit inéluctable. De son séjour en Amérique, il tire la certitude que l'on peut éviter cette perversion de la démocratie. La réussite de la démocratie américaine tient, selon lui, à trois phénomènes :

- l'existence d'associations nombreuses qui servent d'intermédiaires entre les individus et l'État ;

- des choix institutionnels pertinents (indépendance du pouvoir judiciaire, fédéralisme). Tocqueville insiste, en particulier, sur l'autonomie des communes et l'élection de représentants issus de la masse des citoyens. Cela permet à un grand nombre de citoyens d'occuper, à un moment ou à un autre, une fonction élective et favorise l'intérêt pour la politique ;

- l'influence de la religion et des mœurs sur le comportement des Américains.

